Critique Sociale

numéro 41 - septembre/octobre 2017

Macron : un nouveau patron au service du vieux capitalisme

Il ne faut pas s'arrêter au caractère risible du personnage Macron : Napoléon III était tout aussi ridicule, les circonstances ne lui en ont pas moins donné un rôle historique. Le nouveau président et son mouvement « En marche » forment une nouvelle droite, qui s'inscrit pleinement dans l'air du temps individualiste, qui prétend « donner sa chance » à chacun pour devenir un « winner » – et tant pis pour tous ceux qui resteront les perdants de l'histoire et subiront de plein fouet les inégalités.



Banderole dans une manifestation anti-Macron, mai 2017.

Derrière les apparences « modernes » de cette droite du 21e siècle, cherchant ses modèles dans les start-up et l'économie numérique, il y a un courant politique qui défend les intérêts de la classe capitaliste. Macron et ses partisans incarnent en effet la continuation d'un vieux monde dominé par le mode de production capitaliste. Certes, ils ont quelques différences avec la droite classique issue du RPR, récemment personnifiée de façon caricaturale par Fillon et ses casseroles, mais les fondamentaux sont les mêmes. Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps pour voir chez des ministres macronistes les mêmes méthodes d'emplois fictifs, de conflits d'intérêts et de menaces contre la liberté de la presse.

L'enjeu crucial de la situation, c'est de savoir si Macron pourra appliquer son programme d'adaptation à l'idéologie managériale, qui est notamment promue par les géants d'internet comme Google.
Sur le plan politique, Macron prétend « renouveler » les politiciens en place et certaines pratiques. Pour donner le change, il paraît en effet utile que le personnel politique qui fait tourner l'État capitaliste soit de temps en temps renouvelé, ou du moins que la façade soit repeinte. Sur ce plan, Macron représente une tentative de rajeunir les apparences de la 5e République, afin d'en maintenir les aspects anti-démocratiques et monarchisants. Tout à l'inverse, l'exigence de suppression du poste de président de la République est aujourd'hui quasiment inaudible, tant elle va à l'encontre de l'idéologie dominante.

L'essentiel se joue néanmoins sur le plan économique et social. Là, le programme Macron va nettement dans le sens des demandes du patronat, et du Medef en particulier. La nette majorité dont il dispose à l'Assemblée nationale paraît lui ouvrir la voie à l'application de ces mesures. Pourtant, l'abstention a pour la première fois été majoritaire lors des élections législatives, ce qui montre qu'il n'y a pas un grand enthousiasme dans la majorité de la population. Ce qui sera décisif, c'est l'ampleur de la riposte sociale face aux attaques de Macron contre les travailleurs, les précaires, les chômeurs et les jeunes.
Si nous ne sommes pas de fervents défenseurs du Code du Travail, document qui ne fait qu'encadrer l'exploitation et l'aliénation des prolétaires, nous combattons par contre tous ceux qui veulent détruire les protections et garanties collectives arrachées par les luttes des travailleurs. C'est dans cette logique que nous participeront aux luttes à venir sur ce thème.

Rien n'est écrit sur les 5 ans à venir. La clé est la capacité des travailleurs, des classes populaires, à s'auto-organiser dans la lutte, à s'unir sur des revendications à la fois défensives et offensives – comme la baisse du temps de travail – et à créer à la base de nouveaux espaces de discussion, de décision et de mobilisation. Le rapport de forces entre les classes sociales nous est aujourd'hui défavorable, il ne tient qu'à nous tous de le renverser.

* * *

Une politique violemment antisociale

Tract de Critique Sociale, début septembre 2017 :

Le gouvernement Macron a rapidement mis en place une politique injuste : par la baisse des aides aux logements (APL), il prend aux plus modestes, aux classes populaires, aux travailleurs, aux étudiants, aux précaires, aux chômeurs – tout en faisant, par une « réforme » de l'ISF (impôt sur la fortune), un cadeau de plusieurs milliards par an aux privilégiés. **C'est un transfert de richesses : Macron prend à des millions de personnes pour donner beaucoup à quelques milliers de riches**.

De plus, par une nouvelle « Loi travail » sous forme d'ordonnances, encore pire que la précédente, Macron et son gouvernement de droite s'en prennent aux protections – déjà trop réduites – des travailleurs. **Ce projet de réforme facilite les licenciements, diminue les protections des salariés, permet de précariser encore plus les contrats de travail notamment dans les petites entreprises**.

Ajouté à l'austérité, qui entraîne notamment une scandaleuse baisse du budget consacré aux droits des femmes, nous nous trouvons à l'évidence face à une politique violente, au service exclusif de la classe sociale capitaliste.
La politique Macron, c'est l'aggravation des inégalités, l'augmentation de la précarité, le libre cours donné à la violence sociale. **Nous ne pouvons pas tolérer ces graves reculs sociaux**.

Une première étape s'annonce dès le **mardi 12 septembre avec une grande manifestation, place Bastille à 14 heures**, contre cette Loi travail de régression sociale. Il sera nécessaire d'aller plus loin, d'en débattre lors d'Assemblées générales, de comités de mobilisation, de conseils d'entreprise ou de quartier. Ne nous laissons pas faire, mobilisons-nous !

*   *   *

George Orwell politique

L'écrivain britannique George Orwell est évidemment surtout connu pour ses romans, notamment *1984* et *La Ferme des animaux*. Son engagement dans la guerre d'Espagne du côté antifasciste, en 1936 et 1937, est célèbre : il y participa aux côtés du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), puis écrivit l'ouvrage *Hommage à la Catalogne*. En juin 1938 Orwell adhérait à l'*Independent Labour Party* (ILP), autrement dit le Parti Travailliste Indépendant, qui était membre du Centre Marxiste Révolutionnaire International (anti-stalinien), affirmant ainsi son engagement en faveur du socialisme et de l'internationalisme.
Nous republions ci-dessous un texte directement politique, puis deux extraits de sa correspondance qui éclairent ses conceptions. Dans la situation actuelle, à l'encontre des théories du complot, des replis identitaires et des mensonges racistes, relire Orwell nous rappelle la nécessité de l'analyse rationnelle ainsi que de l'action pour la liberté et l'égalité sociale partout dans le monde.

« **Pourquoi j'ai adhéré à l'*Independent Labour Party*** (George Orwell, 1938)
Le plus honnête serait peut-être de commencer par envisager la question sous l'angle personnel. Je suis écrivain. La tendance instinctive de tout écrivain est de « se tenir à l'écart de la politique ». Tout ce qu'il demande, c'est qu'on lui laisse la paix pour qu'il puisse continuer à écrire tranquillement ses livres. Malheureusement, on commence à comprendre que cet idéal n'est pas plus réalisable que celui du petit commerçant qui espère préserver son indépendance face aux appétits voraces des magasins à succursales.
Tout d'abord, l'ère de la liberté de parole s'achève. La liberté de la presse en Angleterre a toujours relevé plus ou moins de la fiction, dans la mesure où c'est en définitive l'argent qui façonne l'opinion à sa guise. Mais tant qu'existe dans la loi le droit de dire ce que l'on veut, il y a toujours pour un écrivain aux idées non orthodoxes une possibilité de se faire entendre. Au cours de ces dernières années, je suis arrivé à obtenir de la classe capitaliste qu'elle me donne chaque semaine quelque argent pour écrire des livres contre le capitalisme. Mais je ne m'illusionne pas au point de penser que cette situation est destinée à durer éternellement. Nous savons ce qu'il est advenu de la liberté de la presse en Italie et en Allemagne, et il en sera de même ici un jour ou l'autre. Le moment approche – ce n'est pas dans un an, peut-être même pas dans dix ou vingt ans, mais il approche – où l'écrivain, quel qu'il soit, n'aura d'autre alternative que d'être complètement réduit au silence ou de produire le type de drogue réclamé par une minorité privilégiée.
J'ai le devoir de me battre contre cela, de la même manière que j'ai le devoir de me battre contre l'huile de ricin, les matraques en caoutchouc et les camps de concentration. Et le seul régime qui, à long terme, peut accorder la liberté de parole est un régime socialiste. Si le fascisme l'emporte, je suis fini en tant qu'écrivain – fini en ce sens qu'il me sera interdit de faire la seule chose que je sache faire. Ce serait déjà une raison suffisante pour m'affilier à un parti socialiste.

J'ai commencé par mettre en avant l'aspect personnel, mais ce n'est évidemment pas le seul.

Il n'est pas possible pour un individu conscient de vivre dans une société telle que la nôtre sans vouloir la changer. Au cours des dix dernières années, j'ai eu l'occasion de connaître sous quelques-uns de ses aspects la véritable nature de la société capitaliste. J'ai vu l'impérialisme britannique à l'œuvre en Birmanie, et j'ai vu certains des ravages exercés en Angleterre par la misère et le chômage. Pour autant que je me sois battu contre le système, c'est en écrivant des livres capables d'exercer, telle était du moins mon ambition, une influence sur les gens qui lisent. Je continuerai, bien sûr, à le faire, mais dans un moment comme celui que nous vivons, je considère qu'il ne suffit plus d'écrire des livres. Les événements se précipitent ; les dangers qui nous semblaient naguère menacer la génération suivante sont maintenant là, sous notre nez. Il faut être un socialiste actif, et non un simple sympathisant, si l'on ne veut pas faire le jeu d'ennemis qui ne nous laissent aucun répit.



Pourquoi l'ILP plutôt qu'un autre parti ? Parce que l'ILP est le seul parti britannique – en tout cas le seul assez influent pour être pris en considération – dont les objectifs affirmés correspondent à l'idée que je me fais du socialisme.
Je ne veux pas dire que le parti travailliste a perdu tout crédit à mes yeux. Mon désir le plus sincère serait de voir le parti travailliste l'emporter avec une nette majorité aux prochaines élections. Mais nous connaissons tous le passé du parti travailliste, et nous connaissons la redoutable tentation du moment présent – la tentation de jeter les principes par-dessus bord pour se préparer à une guerre impérialiste. Il est d'une importance vitale qu'existe un rassemblement d'individus sur lesquels on puisse compter pour ne pas renier leurs principes socialistes, fût-ce face à la persécution.

Je crois que le parti travailliste indépendant (ILP) est le seul parti qui, en tant que parti, soit à même d'appliquer une politique conséquente, que ce soit dans la lutte contre la guerre impérialiste ou contre le fascisme, quand celui-ci se manifestera sous sa forme britannique. Et d'ailleurs, le parti travailliste indépendant n'est soutenu par aucune puissance d'argent et se voit calomnié de divers côtés. A l'évidence, il a besoin de tous les soutiens disponibles, y compris de celui que je pourrai éventuellement lui fournir.
Enfin, j'ai fait partie du contingent de l'ILP en Espagne. Je n'ai jamais affirmé, ni alors ni depuis, être en plein et total accord avec la ligne politique défendue par le POUM et soutenue par l'ILP, mais elle a été justifiée par le cours des événements. Ce que j'ai vu en Espagne m'a fait toucher du doigt le péril mortel qu'on encourt en s'enrôlant sous la bannière purement négative de l'« antifascisme »[1]. Après avoir saisi les principaux aspects de la situation espagnole, j'ai compris que l'ILP était le seul parti britannique qui

[1] Le 31 juillet 1937, Orwell résumait ses priorités politiques en écrivant à Rayner Heppenstall : « *il faut se battre pour le socialisme et contre le fascisme* » (George Orwell, *Une vie en lettres, correspondance*, Agone, 2014, p. 118). Orwell était donc résolument antifasciste, mais considérait qu'il était indispensable de défendre aussi un objectif politique positif, en l'occurrence la perspective de la démocratie socialiste. Sur l'expérience d'Orwell de la répression stalinienne en Espagne, voir sa lettre du 2 août 1937 qui mentionne l'aide apportée par le socialiste révolutionnaire Marceau Pivert (p. 120).

pouvait me convenir – et aussi le seul parti auquel je puisse adhérer en ayant au moins la certitude de ne jamais être mené en bateau au nom de la démocratie capitaliste. »[2]

Lettre de George Orwell à Noël Willmett, 18 mai 1944 :

« Cher Mr Willmett,

Merci beaucoup pour votre lettre. Vous demandez si le totalitarisme, le culte de la personnalité, etc., sont vraiment en train de croître et vous faites état du fait qu'ils ne croissent apparemment pas dans ce pays-ci ni aux Etats-Unis.

Je dois dire que je pense, ou que je crains, que si on examine le monde en entier, ces choses-là croissent. Nul doute qu'Hitler ne tardera pas à disparaître, mais ce sera aux dépens d'un renforcement de (a) Staline, (b) les millionnaires anglo-américains et (c) toutes sortes de Führers mineurs dans le genre de De Gaulle. Tous les mouvements nationaux de partout, même ceux dont l'origine est la résistance à la domination allemande, semblent prendre des formes non démocratiques, se regroupent autour d'un quelconque Führer surhumain (Hitler, Staline, Salazar, Franco, Gandhi, De Valera en sont des exemples divers) et adoptent la théorie selon laquelle la fin justifie les moyens. Partout le monde semble prendre la voie d'économies centralisées qui peuvent « fonctionner » au sens économique, mais qui ne sont pas organisées démocratiquement et qui finissent par établir un système de castes. Tout cela est accompagné par les horreurs du nationalisme émotionnel et par une tendance à ne pas croire à l'existence d'une vérité objective, parce que tous les faits doivent correspondre aux mots et aux prophéties de quelque Führer infaillible. Déjà, dans un sens, l'histoire a cessé d'exister, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'histoire de notre temps qui puisse être reconnue universellement, et les sciences exactes sont mises en danger dès que la nécessité militaire cesse de tenir les gens au courant. Hitler peut bien dire que les Juifs ont commencé la guerre et, s'il survit, cela deviendra l'histoire officielle ; il ne peut pas dire que 2 et 2 font 5 parce que, pour les besoins de, disons, la balistique, il faut bien qu'ils fassent 4. Mais si, j'en ai peur, le monde qui nous menace voit le jour, un monde de deux ou trois superpuissances incapables de se conquérir l'une l'autre, 2 et 2 peuvent faire 5 si le Führer en décide ainsi. C'est là, en ce qui me concerne, la direction dans laquelle nous allons, bien que, naturellement, ce processus soit réversible. […] »[3]

Lettre de George Orwell à Dwight Macdonald, 5 décembre 1946 :

« […] A propos de votre question sur *La Ferme des animaux*. Bien sûr mon intention était tout d'abord de faire une satire de la révolution russe. Mais je désirais aussi que le livre ait une application plus large au sens où je voulais dire que ce genre de révolution (une révolution violente menée par des conspirateurs qui sont inconsciemment avides de pouvoir) ne peut aboutir qu'à un changement de maîtres. Selon moi la morale est que les révolutions ne produisent des améliorations radicales que lorsque les masses sont vigilantes et capables de virer leurs dirigeants dès que ceux-ci ont fait leur travail. Le tournant de l'histoire était supposé être quand les cochons ont gardé le lait et les pommes pour eux-mêmes (Kronstadt). Si les autres animaux avaient eu le bon sens de mettre le holà à ce moment-là, tout se serait bien passé. Si les gens pensent que je défends le statu quo, c'est, je crois, parce qu'ils sont devenus pessimistes et acceptent qu'il n'y ait pas d'alternative autre que la dictature ou le capitalisme de laissez-faire. Dans le cas des trotskistes, cela se complique parce qu'ils se sentent responsables des événements en URSS jusqu'à environ 1926 et qu'il leur faut supposer qu'une dégénérescence soudaine a eu lieu à peu près à cette date-là. Alors que je pense que le processus tout entier était prévisible – et avait été prévu par quelques rares personnes, par exemple Bertrand Russell – d'après la nature même du parti bolchevique. Ce que j'essayais de dire, c'est : « On ne peut pas avoir de révolution à moins de la faire soi-même ; il ne peut exister de dictature bienveillante. » […] »[4]

---

[2] George Orwell, *Dans le ventre de la baleine et autres essais (1931-1943)*, éditions Ivrea, 2005, pp. 49-51. Article paru dans le *Labour Leader*, traduit par Anne Krief, Michel Pétris et Jaime Semprun.

[3] George Orwell, *Une vie en lettres, correspondance*, Agone, 2014, pp. 309-310. Traduit par Bernard Hoepffner.

[4] *Une vie en lettres, correspondance*, pp. 437-438.

* * *

Un article d'un communard contre la patrie

Nous republions ci-dessous un texte de Jules Nostag (pseudonyme de Gaston Buffier), militant de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) et communard, article paru comme éditorial dans *La Révolution politique et sociale* du 16 avril 1871 (n° 3, également daté 27 germinal 79).
Ce journal était l'hebdomadaire des sections de la gare d'Ivry et de Bercy de l'AIT pendant la Commune, Nostag en étant le rédacteur en chef.


Le Numero (Paris, 10 c. – Départements, 15 c.

LA RÉVOLUTION

POLITIQUE ET SOCIALE

Association internationale des Travailleurs

SECTIONS DE LA GARE D'IVRY ET DE BERCY RÉUNIES

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION
Au citoyen Jules NOSTAG (de l'Internationale)

ABONNEMENTS

« Patrie – Humanité

La Patrie, un mot, une erreur ! L'Humanité, un fait, une vérité !
Inventée par les prêtres et les rois, comme le mythe dieu, la patrie n'a jamais servi qu'à parquer la bestialité humaine dans des limites étroites, distinctes, où, directement sous la main des maîtres, on la tondait et la saignait pour le plus grand profit de ceux-ci, et au nom de l'immonde fétiche.
Quand le bois vermoulu du trône craquait et menaçait ruine, le berger ou, pour mieux dire, le boucher, s'entendait avec son cher frère ou cousin du voisinage, et les deux misérables couronnés lançaient l'un contre l'autre les multitudes stupides qui, pendant que les maîtres riaient à sa barbe, allaient – meutes affolées – s'entr'égorger, en criant : Vive la gloire ! Vive la patrie !
La saignée faite ! César qui marquait les points, arrêtait l'égorgement, embrassait son très-cher frère l'ennemi, et faisait rentrer au bercail son troupeau décimé, incapable alors pendant de longs mois de lui porter ombrage.
Le tour était joué.

Aujourd'hui c'en est assez ! Les peuples sont frères ; les rois et leurs valets sont les seuls ennemis.
Assez de sang, assez d'imbécilité ; peuples, les patries ne sont plus que des mots ; la France est morte ! L'humanité est là.
Soyons hommes et prouvons-le ! L'utopie d'Anarcharsis Clootz devient vérité. La nationalité – erreur – résultat de la naissance, est un mal, détruisons-le.

Naître ici ou là, seul fait du hasard, des circonstances, change notre nationalité, nous fait amis ou ennemis ; répudions cette loterie stupide, farce dont nous avons toujours été jusqu'ici les dindons.
Que la patrie ne soit plus qu'un vain mot, – une classification administrative sans valeur ; – notre pays est partout, où l'on vit libre, où l'on travaille.

Peuples, travailleurs, la lumière se fait ; que notre aveuglement cesse, sus aux despotes, plus de tyrans.
La France est morte, vive l'humanité ! »

* * *

- Tribune -
Le mouvement ouvrier anti-alcool : une lutte contre l'aliénation

La consommation de boisson alcoolisée est un fléau social, et en tant que tel elle a été historiquement combattue par le mouvement ouvrier. Actuellement, la consommation d'alcool fait plus de 3 millions de morts chaque année dans le monde[5]. Cela représente 50 millions de morts sur les quinze dernières années. C'est plus largement, dans la société, la banalisation et la valorisation sociale de la consommation d'alcool qui posent problème.

Revenons brièvement sur quelques étapes de l'histoire de l'action du mouvement ouvrier contre l'alcool[6].

Dès 1898, le congrès de la CGT – alors révolutionnaire – adopte une position ferme et radicale face au problème : « *L'alcoolisme se développe parallèlement à l'intensité du régime capitaliste.* […] *Comme le mal donne naissance au mal, l'alcoolisme découle tout naturellement de l'état dans lequel sont maintenus tant d'éléments de la classe ouvrière, et il perpétue l'existence, il renouvelle et entretient la puissance du capitalisme.* […] *Il faut au mouvement ouvrier des consciences, des cerveaux et des cœurs : l'alcoolisme, qui les détruit, est donc notre mortel ennemi.* […] *Il importe que les travailleurs conscients, que les militants deviennent d'acharnés ennemis des boissons fortes. Il importe que chacun de nous se fasse un propagandiste de tempérance.* […] *L'alcoolisme est un danger social. Il menace la société dans son ensemble.* […] *L'alcoolisme est le plus sûr agent de la bourgeoisie capitaliste en ce qu'il atrophie la conscience et réduit la force de résistance du prolétariat.* » Par ailleurs, quelques militants dont Emile Pouget et Fernand Pelloutier présentent une déclaration selon laquelle il n'y a « *d'autre remède efficace que l'émancipation intégrale* », et qui recommande pour les militants « *de prêcher d'exemple en s'abstenant de boissons alcoolisées* »[7].

Un Comité antialcoolique ouvrier est formé en janvier 1906, essentiellement par des socialistes et des syndicalistes. Ce comité publie en brochure un discours contre l'alcool du socialiste belge Emile Vandervelde, et appuie les propositions d'interdiction de l'absinthe[8]. Avant même qu'elle soit finalement interdite, des coopératives ouvrières comme la Bellevilloise avaient déjà proscrit l'absinthe.

APPEL
de la Section ouvrière antialcoolique de Montpellier

Contre le poison abrutisseur et pour la propagande en faveur de l'émancipation intégrale des travailleurs, nous sommes heureux d'annoncer à tous les camarades des organisations ouvrières, qu'une conférence gratuite sera donnée le 2 ou le 3 juillet prochain à la Prolétarienne, 17, rue Alfred-Bruyas.
Sujet : L'alcoolisme et la classe ouvrière illustrée de 40 projections lumineuses. Orateur: Gustave Cauvin délégué de la Fédération ouvrière antialcoolique ; nous espérons un public nombreux, les camarades voudront bien venir avec leur famille. La date fixe sera donnée dans le prochain numéro du *Travailleur Confédéré*.

Un texte de juin 1914, dans le journal de la CGT de l'Hérault.

En 1909, des militants semble-t-il issus à la fois de milieux socialistes, syndicalistes révolutionnaires et anarchistes, créent l'Association des travailleurs antialcooliques, puis en 1911 la Fédération ouvrière antialcoolique (FOA) dont le but est de « *réveiller la masse et lui montrer les dangers de*

[5] Organisation mondiale de la santé, mai 2014 : www.who.int/mediacentre/factsheets/fs349/fr/

[6] Il n'existe pas encore d'étude précise sur le sujet. On trouve des éléments dans : Patricia Prestwich, *Drink and the politics of social reform : antialcoholism in France since 1870*, Society for the promotion of science and scholarship, Palo Alto, 1988, et Bertrand Dargelos, *La Lutte antialcoolique en France depuis le XIXe siècle*, Dalloz, 2008.

[7] Compte-rendu du congrès de la CGT à Rennes, 1898, p. 354-360.

[8] *L'Humanité*, 5 mars 1906 et 16 décembre 1906.

l'alcoolisme. »[9] La FOA, d'abord dirigée par le syndicaliste Eugène Quillent, publie le mensuel *Le Réveil* puis *Le Réveil du peuple*. Son numéro de juin 1914 donne les adresses de 34 sections, 6 à Paris et 28 en province, ce qui montre qu'il s'agit d'une réelle structure qui n'a pas une existence négligeable. L'action de la FOA est relayée par les Bourses du Travail, son argumentation montrant que l'anti-alcoolisme va dans le sens de l'intérêt des travailleurs. En 1914, à la veille de la guerre, la FOA aurait même compté jusqu'à 16.000 adhérents. L'un des militants de la FOA, le syndicaliste révolutionnaire Gustave Cauvin, se saisit du nouvel outil qu'était alors le cinéma afin de toucher un plus large public, en faisant des tournées de conférences avec projections de films montrant les ravages de l'alcool.



SIXIÈME ANNÉE. — N° 61 Le Numéro : CINQ Centimes AVRIL 1914

LE RÉVEIL DU PEUPLE

Au nom de l'Humanité future, tu ne boiras pas d'alcool.

Organe Mensuel de la Fédération Ouvrière Antialcoolique

L'Émancipation des Travailleurs sera l'Œuvre des Travailleurs eux-mêmes

Adresser fonds et mandats à Louis BUIS 5, Rue Christian-Dewet, PARIS (XIIe)

ADMINISTRATION : BOURSE DU TRAVAIL, 3, rue du Château-d'Eau, PARIS (Bureau 6, Quatrième étage)

ABONNEMENTS
FRANCE . . . . 1 fr. »
ÉTRANGER . . . . . . 1 fr. 60

Le Parti socialiste, dont le nom est à l'époque Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et dont l'orientation officielle est révolutionnaire, publie en 1911 une brochure de 32 pages : *Contre l'alcoolisme, un programme socialiste*. Le constat de départ est que « *les progrès de l'alcoolisme sont un danger, un danger surtout pour l'émancipation ouvrière ; dès lors, c'est un devoir strictement socialiste de lutter contre l'alcool.* » Le texte montre en citant des études scientifiques et statistiques que « *l'alcool est un poison* ». Plus spécifiquement, « *l'alcool endort l'énergie ouvrière. Certes l'alcool ne crée pas le paupérisme, mais il aggrave l'état de misère de ceux dont l'organisation sociale fait des misérables et il les enchaîne à leur sort.* » Passant en revue les mesures prises à l'étranger contre l'alcoolisme, la brochure estime « *sans effet* » la prohibition d'État. Les solutions proposées sont tout autres : d'abord la participation aux coopératives et aux syndicats, en considérant que « *les victoires syndicales sont des défaites pour l'alcool* », notamment par la réduction du temps de travail. Ensuite, il est proposé que « *la vente des boissons soit organisée en régie municipale* », puis que « *le monopole de la production* » soit assuré par la collectivité dans un but de santé publique[10].

A cette période, les réunions socialistes se déroulent souvent dans des cafés, lieux de socialisation ouvrière. Les établissements sont parfois tenus par des militants, voire gérés sous forme de coopérative ouvrière, mais le mouvement ouvrier ne parvient pas à créer durablement des lieux de socialisation explicitement libérés de l'alcool (même si des cafés et restaurants coopératifs ne servant pas d'alcool existent au début des années 1900). Du moins son abus est-il dénoncé.
La guerre mondiale met à mal l'ensemble du mouvement ouvrier, et désorganise la FOA. Surtout, la guerre renforce l'usage de l'alcool : au front, il est utilisé comme instrument d'abrutissement des soldats, à la fois pour les faire se battre et pour démotiver ceux qui auraient des velléités de révolte. En 1920, la Fédération ouvrière antialcoolique se transforme en « Coopérative pour l'exploitation des établissements de tempérance », sous la direction de Louis Buis[11].

---

[9] Appel de la FOA paru dans *La Bataille syndicaliste*, n° 155, 28 septembre 1911, p. 4. Le texte ajoute que « *La révolution sociale ne pourra être faite que par des individus soucieux de ne point détruire leur santé et gaspiller leurs ressources en grossissant le budget de l'ennemi.* »
[10] Marcel Granet, *Contre l'alcoolisme, un programme socialiste*, Librairie du Parti socialiste, 1911.
[11] *Le Journal du Peuple*, 20 avril 1920.

L'Internationale socialiste, ou Deuxième Internationale, avait prévu d'aborder en détail le sujet de la lutte contre l'alcoolisme lors de son congrès prévu à Vienne en août 1914. Du fait de la guerre, le congrès fut annulé et ce débat n'eut jamais lieu. Deux rapports subsistent néanmoins, l'un de Vandervelde, l'autre du socialiste allemand Emmanuel Wurm. D'après ce dernier, « *le relèvement économique et intellectuel de la classe ouvrière est la première condition pour lutter avec succès contre l'alcoolisme.* » Il appelle dans ce but à toute une série de mesures, dont la création de bibliothèques et de salles de lecture, ainsi qu'à l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs. Il se prononce en fait pour la tempérance, et considère par ailleurs que « *la libération des ouvriers du danger de l'alcool est conditionnée par leur libération du joug du capitalisme.* » Il rappelle que des intérêts économiques très importants sont en jeu, ce qui fait que « *le capitalisme de l'alcool défend et protège l'abus de l'alcool.* »
Vandervelde, pour sa part, se prononce pour l'abstinence complète de toute consommation d'alcool. Il conclut son texte en écrivant que « *les partis ouvriers et socialistes se doivent à eux-mêmes d'être au premier rang de ceux qui veulent que les travailleurs s'affranchissent de la domination des producteurs et des vendeurs d'alcool.* »

Congrès Socialiste International de Vienne

(23-29 août 1914)

DOCUMENTS

4e COMMISSION : L'ALCOOLISME

Depuis, l'expérience de la prohibition aux Etats-Unis de 1920 à 1933 a montré le fiasco d'une interdiction totale[12]. L'interdiction massive s'est révélée être une illusion autoritaire, inefficace et contraire dans ses méthodes aux principes fondamentaux du mouvement pour l'auto-émancipation. C'est de la conscience sociale des masses que peut et doit venir un recul décisif de l'alcool.
Par contre, de façon pragmatique des interdictions ciblées peuvent être nécessaires et utiles : citons par exemple la réussite de l'interdiction de fumer dans les lieux publics, mesure de santé publique et de mieux-être, qui a (un peu) fait reculer l'égoïsme de nombre de fumeurs. Concernant l'alcool, l'interdiction ciblée de l'absinthe il y a un siècle avait été réussie et positive. Au niveau spécifique du mouvement ouvrier, lors de la grève générale spontanée de mai-juin 1936, certains grévistes avaient prohibé l'alcool dans des usines occupées – mesure qui devrait être appliquée lors de toute occupation et de toute mobilisation revendicative.

A l'heure actuelle, les ravages de l'alcool et de l'alcoolisme se poursuivent : des dizaines de milliers de morts chaque année en France, des millions dans le monde ; des vies brisées par l'alcoolisme (le sien ou celui d'un proche – voire celui d'un inconnu qui conduit ivre et cause morts et blessés), etc.
Pourtant, par « tradition », et pour la défense d'intérêts économiques importants, l'idéologie dominante continue à valoriser la consommation d'alcool. La lutte contre cette « culture » de l'alcool doit faire partie de notre lutte globale contre toutes les aliénations, et pour l'auto-émancipation. Nous sommes contre tout ce qui dégrade les êtres humains. Faire reculer l'alcool, c'est aussi contribuer à faire reculer la violence dans la société[13].
Il faut donc rappeler qu'à l'heure actuelle, année après année, les millions de morts de l'alcool s'accumulent, tout comme les profits du lobby alcoolier.

Marie Xaintrailles.

---

[12] Ce constat est fait notamment par la revue *La Révolution prolétarienne*, n° 112, 5 décembre 1930, p. 26.

[13] Bien évidemment ce n'est qu'un élément parmi d'autres : rappelons comme objectifs majeurs l'abolition des rapports de production capitaliste (qui créent de la violence sociale, l'exploitation et l'aliénation leur étant inhérents) ; de même la nécessité d'abolir le patriarcat et le racisme, etc.

*   *   *

Rosa Luxemburg et la révolution socialiste

Nous republions ci-dessous quelques brefs extraits de *Réforme sociale ou révolution ?*, texte de Rosa Luxemburg publié en 1899[14]. Il s'agit d'une argumentation s'opposant au courant d'Eduard Bernstein, dit « révisionniste » ou réformiste. Luxemburg y défend la nécessité d'une révolution sociale menée par les travailleurs eux-mêmes. Elle explique également, en cohérence avec sa conception révolutionnaire, que « *le sort de la démocratie est lié au sort du mouvement ouvrier* ».

« Il est tout à fait faux et contraire à l'Histoire de se représenter le travail pour les réformes uniquement comme la révolution étirée en longueur, et la révolution comme une réforme condensée. Une transformation sociale et une réforme légale ne sont pas des éléments distincts par leur *durée,* mais par leur *contenu.* Tout le secret des transformations historiques, par l'utilisation du pouvoir politique, réside précisément dans la transformation de simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle, ou, pour parler en termes concrets, dans le passage d'une période historique, d'une forme de société donnée, à une autre.

C'est pourquoi quiconque se prononce en faveur de la voie des réformes légales, *au lieu* et *à l'encontre* de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas, en réalité, une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au *même* but*,* mais un but *différent,* à savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société.
C'est ainsi qu'on aboutit, en partant des considérations politiques du révisionnisme, à la même conclusion qu'en partant de ses théories économiques, c'est-à-dire qu'elles ne visent pas, au fond, à la réalisation de l'ordre *socialiste,* mais uniquement à la réforme de l'ordre *capitaliste,* non pas à la suppression du salariat, mais au dosage en plus ou en moins de l'exploitation, en un mot à la suppression des abus du capitalisme, mais pas du capitalisme lui-même. […]



Si la démocratie est devenue, pour la bourgeoisie, tantôt superflue, tantôt gênante, elle est en revanche nécessaire et indispensable à la classe ouvrière.
Elle est, premièrement, nécessaire parce qu'elle crée des formes politiques (autonomie administrative, droit électoral, etc.) qui serviront au prolétariat d'amorces et de points d'appui dans son travail de

[14] D'après l'édition contenue dans : Rosa Luxemburg, *Le But final, textes politiques*, éditions Spartacus, 2016, pages 103-110.

transformation de la société bourgeoise. Mais elle est, secondement, indispensable parce que ce n'est qu'en elle, dans la lutte pour la démocratie, dans l'exercice de ses droits, que le prolétariat peut arriver à la conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques. En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend *superflue* la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais, au contraire, parce qu'elle rend cette prise du pouvoir aussi *nécessaire* que seule *possible.* […]

La prise du pouvoir politique par le prolétariat, c'est-à-dire par une classe populaire massive, ne se fait pas artificiellement. Elle suppose, par elle-même, à l'exception des cas tels que la Commune de Paris, où le pouvoir ne fut pas obtenu par le prolétariat à la suite d'une lutte consciente de son but, mais tomba dans ses mains d'une façon tout à fait exceptionnelle, comme un bien abandonné de tous, un certain degré de maturité des rapports économiques et politiques.
C'est là que réside la différence essentielle entre les coups d'État à la Blanqui accomplis par une « minorité agissante » et qui éclatent comme des coups de pistolet, d'une façon toujours inopportune, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente, conquête du pouvoir qui ne peut être elle-même que le produit de la décomposition de la société bourgeoise, et pour cette raison porte en elle la légitimation économique et politique de son apparition opportune. »


Nr. 45 — Jahrgang 1918 Dienstag, 31. Dezember 1918 Preis 10 Pfg.

Die Rote Fahne

Zentralorgan der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund)

Redaktion: Berlin SW 48, Wilhelmstr. 114 II. Fernspr.: Amt Kurfürst 8334 u. 3335. Expedition: Berlin SW 68, Friedrichstraße 217 II. Fernspr.: Amt Lützow 5785. Nacht-Auslieferung: Möckernstr. 144, Erdgeschoß (am Anhalter Bahnhof).

Schriftleitung: Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg

Abonnementspreis für Inland monatlich 1.50 M. Ausland monatlich 3.00 M. Anzeigenpreis: die 7gespaltene Nonpareille-Zeile 75 Pf. Kleine Anzeigen: Ueberschriftswort 30 Pf., jedes weitere Wort 15 Pf.

Konstituierung der Kommunistischen Partei.

Le 31 décembre 1918, le journal de la Ligue Spartacus annonce la constitution du Parti communiste.

Il est intéressant de recouper ce texte théorique avec son dernier discours, prononcé en décembre 1918 pendant la révolution allemande, au cours du congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne. On y voit que sa conception de la révolution socialiste est restée fondamentalement la même, dans une perspective d'auto-émancipation[15] :

« L'Histoire ne nous rend pas la besogne aussi facile qu'elle l'était dans les révolutions bourgeoises, quand il suffisait de renverser au centre le pouvoir officiel et de le remplacer par telle ou telle douzaine d'hommes nouveaux.

C'est d'en bas qu'il nous faut travailler, et cela correspond bien au caractère de masse de notre révolution étant donnés les buts qui visent le fond, le sol même de la constitution de la société ; cela correspond à ce qu'est le caractère de la révolution prolétarienne d'aujourd'hui, à notre devoir de faire la conquête du pouvoir politique, non d'en haut, mais d'en bas. Le 9 novembre [1918] a été la tentative d'ébranler le pouvoir public, la domination de classe – tentative faible, incomplète, inconsciente, chaotique.
Ce qui est à faire maintenant, c'est de pointer en pleine conscience la totalité des forces du prolétariat sur les fondements de la société capitaliste. À la base où le patron individuel est en face de ses esclaves salariés ! À la base où l'ensemble des organes exécutifs de la domination politique de classe est en face

[15] D'après : Rosa Luxemburg, *Le But final, textes politiques*, Spartacus, 2016, pages 259-260.

des objets de cette domination, en face des masses ! C'est là que nous devons, pied à pied, arracher aux maîtres les instruments de leur pouvoir pour les prendre, nous, en main.

Tel que je vous le dépeins, le processus peut paraître de plus longue durée que l'on ne serait porté à se le représenter au début. Je crois qu'il est sain que nous fassions défiler sous nos yeux en pleine clarté toutes les difficultés, toutes les complications de cette révolution. Car j'espère bien que, de même que sur moi, sur aucun de vous, le tableau des grandes difficultés, des besognes ainsi dressées devant nous, n'a pour effet de paralyser ni votre ardeur, ni votre énergie ; tout au contraire, plus grande est la tâche, plus nous rassemblerons toutes nos forces. »

* * *

« La prochaine tâche du socialisme est de libérer le prolétariat intellectuellement de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. »
(Rosa Luxemburg)

« L'effort du prolétariat ne vise pas seulement à l'affranchissement d'une classe, mais à la suppression des classes, à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la libération de l'humanité. »
(Fernand Loriot)

« La révolution communiste, se dressant contre le mode traditionnel des activités, se débarrasse du travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, cette révolution étant l'œuvre de la classe qui, dans la société, n'a plus rang de classe et n'est pas reconnue comme telle : dès maintenant, elle marque la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc, au sein même de la société présente. »
(Karl Marx)

Critique Sociale n° 41, septembre-octobre 2017

Numéro bouclé le 5 septembre 2017.

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, ethniques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás